

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** CHAUMONT, le 19 décembre 2025

Nos réf. : SHM/MO/MI n° 25 - 350

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FONDERIES HACHETTE ET DRIOUT**

11 avenue du Général Sarrail  
52100 SAINT-DIZIER

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2025 dans l'établissement FONDERIES HACHETTE ET DRIOUT implanté 11 avenue du Général Sarrail - 52100 SAINT-DIZIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit notamment dans un contexte social compliqué pour l'entreprise suite au placement en redressement judiciaire de la holding du groupe auquel elle appartient.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIES HACHETTE ET DRIOUT
- 11 avenue du Général Sarrail - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FONDERIES HACHETTE ET DRIOUT exploite un site de fonderie soumis à autorisation et relevant de la directive IED, sur le territoire de la commune de Saint-Dizier.

Le site est toujours implanté sur ses terrains historiques mais a déplacé ses activités dans de nouveaux bâtiments et modernisé son outil de production. Il est aujourd'hui spécialisé dans la production de pièces en acier de dimensions variables.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	VLE Eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 4.3.7 & 4.3.8	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	3 mois
7	Compteurs d'eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
8	VLE Air – Concentrations	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	VLE Air – Flux	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 5.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
12	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - 7.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.2.4	Demande d'action corrective	9 mois
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
17	Réexamen IED	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
6	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 17 novembre 2025 a mis en avant plusieurs écarts par rapport aux exigences réglementaires applicables au site. Ces écarts trouvent leur source notamment dans les difficultés financières auxquelles l'entreprise fait face depuis quelques temps (redressement judiciaire fin 2024 / début 2025 et redressement judiciaire de la holding du groupe ayant repris le site depuis septembre 2025).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> L'exploitant a initialisé sa déclaration GERE le 06 mars 2025 et l'a finalisée le 28 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</li> <li>les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</li> <li>les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel</li> </ul>

est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/an ;

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

### **Constats :**

La déclaration GERE de l'exploitant au titre de l'année 2024 comporte les éléments attendus relatifs :

- aux rejets atmosphériques chroniques,
- aux volumes d'eau prélevés dans le réseau d'adduction en eau potable (bien que le volume prélevé soit inférieur au seuil de 50 000 m<sup>3</sup>/an),
- aux quantités de déchets dangereux générés,
- aux quantités de déchets non dangereux générés.

L'exploitant ne dépassant pas les seuils de l'annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, il ne déclare pas ses rejets aqueux chroniques. Par ailleurs, étant donné qu'il prélève moins de 50 000 m<sup>3</sup>/an, il ne renseigne pas non plus les volumes d'eau rejetés.

La déclaration a fait l'objet d'anomalies relatives aux concentrations en :

- dioxines / furanes pour les fours de fusion NU1 et NU2,
- zinc pour le four de fusion NU1,
- cadmium, chrome et plomb pour le four de fusion NU2.

Les vérifications réalisées par sondage par l'inspection des installations classées montrent les éléments suivants :

- dioxines / furanes pour les fours de fusion NU1 : la concentration indiquée dans GERE (1,057 µg/Nm<sup>3</sup>) correspond en réalité au flux mesuré (1,057 µg TEQ/h), la concentration mesurée étant de 0,0196 ng TEQ/Nm<sup>3</sup>,
- zinc pour le four de fusion NU1 : il y a une erreur d'unité entre la concentration mesurée

(93,26 µg/Nm<sup>3</sup>) et la concentration indiquée dans GERE (93,26 mg/Nm<sup>3</sup>),

- cadmium pour le four de fusion NU2 : il y a une erreur d'unité entre la concentration mesurée (0,24 µg/Nm<sup>3</sup>) et la concentration indiquée dans GERE (0,24 g/Nm<sup>3</sup>).

Les vérifications effectuées par sondage concernant les déchets sortants montrent quelques incohérences entre les données figurant dans la déclaration GERE et celles figurant dans TRACKDÉCHETS. Par exemple :

- code déchet 11 01 11\* : TRACKDÉCHETS = 5,11 t / GERE = 9,62 t,
- code déchet 12 03 01\* : TRACKDÉCHETS = 1,24 t / GERE = 0,24 t.

D'après les explications de l'exploitant, l'écart pour les déchets 11 01 11\* proviendrait de l'oubli de déclaration d'un bordereau de suivi de déchets dans TRACKDÉCHETS. L'écart constaté pour les déchets 12 03 01\* s'expliquerait par le fait que le prestataire renseigne un bordereau dans TRACKDÉCHETS de manière systématique avant la réalisation de sa tournée de collecte alors que le site ne lui confie pas ce type de déchet lors de toutes ces tournées. Après vérification par sondage, il s'avère en effet que certains éléments dans TRACKDÉCHETS ne sont pas signés par l'exploitant. L'exploitant a indiqué avoir changé de prestataire pour la gestion de ces déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour sa déclaration GERE au titre de l'année 2025, l'exploitant vérifie que les concentrations reportées sont exprimées dans les bonnes unités et correspondent aux bonnes données. Il s'assure par ailleurs de la cohérence des données renseignées concernant les déchets avec les éléments renseignés via TRACKDÉCHETS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : VLE Eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 4.3.7 & 4.3.8

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Article 4.3.7 :

[...]

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.3.8 :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 Réseau eaux usées de Saint-Dizier

Paramètre	Flux maximum journalier (kg/j)
DBO5	15
DCO	45

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 Fossé traversant l'usine

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)
MEST	100	15
DBO5	100	30

DCO	300	100
Hydrocarbures totaux	10	/
Chrome total	0,5	/
Indice phénols	0,3	/

**Constats :**  
 Dans un premier temps, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne réaliser que des analyses sur les purges de ses tours aéroréfrigérantes. Ces analyses ne répondent pas aux exigences des prescriptions contrôlées à ce point.  
 Il a ensuite présenté un résultat d'analyse portant sur les eaux usées du site réalisé le 12 juin 2024. Cette analyse porterait donc, selon toute vraisemblance, sur le point de rejet n°1. Les analyses ont porté sur la température (16 °C), le pH (9,2), les MES (289 mg/l), la DBO5 (44 mg/l), la DCO (368 mg/l), les hydrocarbures totaux (< 100 µg/l), le chrome total (0,016 mg/l), l'indice phénol (< 0,02 mg/l).  
 Ces éléments montrent un dépassement du pH admissible. Les éléments communiqués à l'inspection des installations classées ne permettent pas de connaître les flux émis de DBO5 et de DCO et de vérifier ainsi le respect des exigences de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°1949 du 09 août 2012.  
 Aucune analyse relative au rejet n°2 permettant de vérifier la conformité de ce rejet aux exigences des articles 4.3.7 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°1949 du 09 août 2012 n'a été transmise à l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**  
 L'exploitant réalise les analyses permettant de vérifier la conformité de ses rejets aqueux aux exigences des articles 4.3.7 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°1949 du 09 août 2012.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.3		
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètres	Rejet n°1 vers le réseau eaux usées de Saint-Dizier	Rejet n°2 vers le fossé au sud du site
Débit	Tous les ans	Tous les ans
Température	Tous les ans	Tous les ans
pH	Tous les ans	Tous les ans
DBO5	Tous les ans	Tous les ans
DCO	Tous les ans	Tous les ans
MEST	/	Tous les ans
Hydrocarbures totaux	/	Tous les ans
Chrome total	/	Tous les ans
PCB	Tous les ans	Tous les ans

La mesure annuelle de concentration en PCB est effectuée par un organisme agréé par le

ministère de l'environnement. En cas de détection de PCB, l'exploitant en avise dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Comme indiqué au point de contrôle n°3, une seule analyse relative, a priori, au point de rejet n°1 a été fournie à l'inspection des installations classées pour les trois dernières années. Elle a été réalisée en juin 2024. Cette analyse ne porte pas sur l'ensemble des paramètres exigés puisque n'y figurent pas le débit et les PCB. Aucune analyse n'a pu être fournie par l'exploitant pour le point de rejet n°2 au cours des trois dernières années.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant réalise les analyses des effluents de ses points de rejet n° 1 et 2 selon les paramètres et la fréquence imposés à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n°1949 du 09 août 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Justification de dépassements et actions correctives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.
<b>Constats :</b> Un dépassement de la valeur de pH pour le rejet n°1 a été identifié par l'inspection des installations classées (cf. point de contrôle n°3). Les causes de ce dépassement ne font pas l'objet d'une explication de l'exploitant. Le programme de surveillance prévoit uniquement une analyse annuelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En cas de dépassement d'une VLE, l'exploitant est en mesure de l'expliquer et engage les actions correctives nécessaire au retour à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>



[...]

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

**Constats :**

Les analyses prescrites pour les points de rejets n°1 et 2 sont à une fréquence annuelle. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il ne disposait pas de moyens internes pour réaliser ces analyses.

L'analyse fournie pour l'année 2024 sur le point de rejet n°1 a été réalisée par CARSO - Laboratoire Santé Environnement Hygiène de Lyon. Ce dernier dispose des agréments requis.

Conformément aux dispositions du dernier paragraphe, dans la mesure où les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Compteurs d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.2

**Thème(s) :** Actions régionales, Eau

**Prescription contrôlée :**

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totaliseur relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.

**Constats :**

Le site dispose d'un compteur d'eau pour son arrivée générale sur le réseau public de la commune de Saint-Dizier. Le registre transmis à l'inspection des installations classées indique le relevé quotidien jusqu'à la fin du mois de juillet 2025. L'exploitant a indiqué qu'un changement de contrat avait été réalisé et que, depuis le début du mois d'août, il ne reçoit plus le télé-relevé quotidien de son compteur d'eau. Le registre ne mentionne en effet aucune donnée depuis le 1<sup>er</sup> août 2025. L'exploitant a précisé avoir relancé plusieurs fois son prestataire en vue de rétablir le télé-relevé, sans succès jusqu'à présent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète son registre de prélèvement d'eau quotidiennement, même en cas de dysfonctionnement de son télé-relevé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 15 jours**

**N° 8 : VLE Air – Concentrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n°1 et 7 (fusions)	Conduits n°2, 3, 8 et 9 (sablieries et décocheuses)	Autres conduits (n°4, 5, 6, 10 à 16)
Poussières	5	5	5
CO	100	/	/
SO <sub>2</sub>	100	/	/
NOx	50	/	/
Cd + Hg + Tl (somme)	0,1	/	0,1
Cd + Hg + Tl (par métal)	0,05	/	0,05
As + Se + Te	1	/	1
Pb	1	/	1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	/	5
COVNM	20	110	/
Dioxines / furanes	0,1 ng ITEQ/Nm <sup>3</sup>	/	/

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité de ses rejets atmosphériques de l'année 2024. La campagne de mesures a été réalisée du 24 au 27 juin 2024.

Les mesures ont porté sur l'ensemble des exutoires à l'exception des rejets n°12, 13 et 16. Il est également à noter que les dioxines / furanes n'ont pas été analysées sur le rejet n°7.

L'exploitant a précisé que le procédé Clansmann (rejet n°16) était très peu utilisé et qu'il n'était pas en fonctionnement lors de la campagne de mesures de 2024.

Les concentrations mesurées respectent toutes les valeurs limites d'émissions fixées au présent article.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure du respect des concentrations émises pour l'ensemble des paramètres réglementés et pour l'ensemble de ses exutoires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : VLE Air – Flux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Flux canalisés totaux	
	kg/h	t/an
Poussières	3,2	11,2
SO <sub>2</sub>	13	27
NOx, en équivalent NO <sub>2</sub>	6,5	13,5
CO	13	27
COVNM	2,6	5,4
	g/h	kg/an
Cd + Hg + Tl	0,07	0,2
Cd + Hg + Tl par métal	0,04	0,1
As + Se + Te	0,7	2
Pb	0,7	2
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	3,6	1 000
	µgTEQ/h	mgTEQ/an
Dioxines / Furanes	3,5	0,03

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité de ses rejets atmosphériques de l'année 2024. La campagne de mesures a été réalisée du 24 au 27 juin 2024.

Les mesures ont porté sur l'ensemble des exutoires à l'exception des rejets n°12, 13 et 16. Il est également à noter que les dioxines / furanes n'ont pas été analysées sur le rejet n°7.

L'exploitant a précisé que le procédé Clansmann (rejet n°16) était très peu utilisé et qu'il n'était pas en fonctionnement lors de la campagne de mesures de 2024.

Les flux horaires totaux mesurés respectent les flux horaires maximums autorisés à l'exception des paramètres suivants :

- Cd + Hg + Tl : flux mesuré de 0,528 g/h,
- Cd : flux mesuré de 0,091 g/h,
- Hg : flux mesuré de 0,233 g/h,
- Tl : flux mesuré de 0,201 g/h,
- Pb : flux mesuré de 3,330 g/h,
- Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn : flux mesuré de 29,033 g/h.

Les dépassements relevés par l'inspection des installations classées sont significatifs puisqu'ils varient de 2,3 à 8,1 fois la VLE. Toutefois, les VLE en flux prescrites sont basées sur celles proposées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance relatif à la régularisation de sa nouvelle usine. Ces valeurs semblent particulièrement basses et résultent vraisemblablement d'erreurs d'unités dans ce dossier de porter à connaissance.

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection des installations classées des données fiables sur les temps de fonctionnement de ses différents équipements. Il n'est ainsi pas possible de contrôler le respect des flux annuels. L'exploitant a indiqué qu'un projet de monitoring des consommations d'électricité, de gaz et d'eau était en cours afin de connaître précisément les temps de fonctionnement de chaque installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure du respect des flux émis pour l'ensemble des paramètres réglementés et pour l'ensemble de ses exutoires.

Compte tenu du travail en cours dans le cadre de l'élaboration du dossier de réexamen suite à la parution des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des forges et fonderies, un travail de ré-encadrement des caractéristiques des rejets atmosphériques paraît, à ce stade, nécessaire compte tenu des paramètres identifiés dans ce document de référence. L'inspection des installations classées ne propose donc pas à ce stade de mise en demeure relative au respect des flux émis mais demande à l'exploitant de réduire au maximum ses émissions, notamment de métaux.

L'exploitant met par ailleurs en place un suivi fiable de ses installations permettant de comptabiliser leur temps de fonctionnement en vue, notamment, de pouvoir calculer les flux annuels émis par le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Paramètre	Fréquence minimale de surveillance par un organisme agréé		
	Conduits n°1 et 7	Conduits n°2, 3, 8 et 9	Autres conduits
Poussières	Une fois par an	Une fois par an	Une fois par an
CO		/	/
SO <sub>2</sub>		/	/
NOx		/	/
Cd + Hg + Tl (somme)		/	Une fois par an
Cd + Hg + Tl (par métal)		/	
As + Se + Te		/	
Pb		/	
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn		/	
COV (avec spéciation)		Une fois par an	/
Dioxines / Furanés		/	/

[...]

**Constats :**

Les dernières mesures réalisées sur les rejets atmosphériques du site que l'exploitant a pu transmettre à l'inspection des installations classées datent de juin 2024.

À l'heure actuelle, l'exploitant a indiqué qu'aucune mesure n'avait été réalisée / programmée en 2025 compte tenu notamment du fonctionnement partiel de ses activités.

Par ailleurs, comme indiqué dans les points de contrôle n°8 et 9 ci-avant, les mesures réalisées en 2024 n'ont pas porté sur l'ensemble des exutoires (rejets n°12, 13 et 16 non analysés) et les dioxines / furanes n'ont pas été analysées sur le rejet n°7.

L'exploitant a précisé que le procédé Clansmann (rejet n°16) était très peu utilisé et qu'il n'était

pas en fonctionnement lors de la campagne de mesures de 2024. Les rapports de contrôle remis par l'exploitant ne présentent pas de spéciation des COV comme exigé pour les rejets n°1, 2, 3, 7, 8 et 9.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant respecte le programme de surveillance de l'ensemble de ses rejets atmosphériques pour ses prochaines campagnes de mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de plusieurs zones d'entreposage de déchets préalablement à leur valorisation ou élimination. Les zones dédiées aux déchets recyclables (plastiques, cartons, bigbags, etc.), la zone d'entreposage des huiles de coupe ou de vidange et la zone déchetterie n'appellent pas de remarques particulières. L'inspection des installations classées a en revanche constaté la présence d'une très importante quantité (environ 200 Grands Récipients pour Vrac) contenant des déchets dits « eau + couche » portant l'identification « couches de peinture » sur le site et contenant de l'eau et les résidus de l'enduit appliqué sur les moules/noyaux. Une importante quantité de déchets d'enduits à l'alcool isopropylique a également été constatée. Ces déchets liquides susceptibles de contenir des produits polluants ne sont ni stockés sur rétention, ni à l'abri des intempéries, ne permettant pas de récupérer les éventuels liquides épandus et les eaux météoriques souillées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les déchets liquides sont stockés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot

normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°11, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une très importante quantité (environ 200 Grands Récipients pour Vrac) contenant des déchets dits « eau + couche » portant l'identification « couches de peinture » sur le site et contenant de l'eau et les résidus de l'enduit appliqué sur les moules/noyaux.</p> <p>Les quantités présentes sur le site sont très nettement supérieures à un lot normal d'expédition ou à la quantité produite mensuellement puisque selon les dires de l'exploitant, certains GRV sont présents sur le site depuis plusieurs années, faute d'évacuation régulière.</p> <p>Le registre des déchets communiqué par l'exploitant ne mentionne aucune évacuation de ces déchets en 2025, la dernière expédition de "déchets couche à eau" date de mars 2024 avec l'évacuation de 23,24 tonnes. En 2023, l'exploitant avait évacué 138,27 tonnes de ce type de déchets.</p> <p>D'autres types de déchets sont également présents en importante quantité sur le site (déchets d'enduits à l'alcool isopropylique, résines usagées, modèles en bois, etc.).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant évacue au fur et à mesure tous les déchets générés par ses activités afin de n'avoir sur le site que les quantités correspondant à sa production mensuelle ou à un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>d'au moins trois poteaux d'incendie normalisés de 100 mm piqués sur une canalisation de 100 mm, implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle ci. Ces poteaux sont implantés de telle manière que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m du premier hydrant (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours), et qu'ils soient distants entre eux de 150 m maximum. Ils devront assurer un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant un minimum de 2 heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ;</li> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre</p>

l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées sa procédure d'alerte des services de secours. Il dispose de lignes téléphoniques permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées les plans des locaux dont il dispose. Ces plans, disponibles à l'accueil du site où une présence permanente est assurée, permettent de décrire les dangers présents sur le site.</p> <p>L'exploitant dispose de trois poteaux incendie d'un diamètre nominal de 100 mm sur son site. Ils ont fait l'objet d'un contrôle de leur débit le 17 novembre 2025. Ce contrôle a mis en évidence qu'ils permettaient de fournir respectivement des débits de 95, 100 et 95 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et n'a pas identifié d'anomalies. Ces poteaux incendie sont implantés en bordure d'une chaussée carrossable et sont situés à moins de 150 m les uns des autres. Leur positionnement ne permet pas en revanche que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m du premier hydrant.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'extincteurs sur le site. Ces derniers ont fait l'objet d'un contrôle fin octobre / début novembre 2025. Selon les rapports consultés, sur les 483 extincteurs contrôlés, 16 n'ont pas fait l'objet de la révision décennale requise. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les bons de commande relatifs au remplacement de ces extincteurs étaient en cours de réalisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète son réseau de poteau incendie de sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m du premier hydrant (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

#### N° 14 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière vérification des installations électriques du site (Q18) a été réalisée en février 2024 et remonte donc à plus d'un an. L'exploitant a transmis les compte-rendus de cette vérification qui mentionnent de nombreuses anomalies.</p> <p>L'exploitant a renseigné les anomalies constatées dans un plan d'action. Ce dernier fait apparaître les actions correctives réalisées mais de très nombreuses anomalies restent néanmoins non corrigées par l'exploitant selon les éléments renseignés dans son plan d'action, dont certaines sont indiquées en rouge avec une nature du risque « U1 ».</p> <p>Un contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge a été réalisé en juillet 2024. Le compte rendu Q19 de ce contrôle a révélé trois anomalies. D'après le plan d'action de l'exploitant, ces dernières ont été corrigées.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant réalise un contrôle annuel de ses installations électriques. Le plan d'action de l'exploitant doit être suivi davantage afin de le mener à terme dans les meilleurs délais. À cet effet, l'exploitant planifie les travaux à entreprendre et assure un suivi régulier permettant de s'assurer de la réalisation effective du plan d'action.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Mise à jour de l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2012, article 7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met à jour son étude de danger afin d'y intégrer notamment le déplacement d'activités dans les bâtiments NU2 et NU3. Il met également à jour le calcul des besoins en eau d'extinction et en besoin de rétention en lien avec la création de ces deux nouveaux bâtiments. Il transmet ces éléments au plus tard le 1 <sup>er</sup> février 2025 à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> À ce jour, l'inspection des installations classées n'a reçu ni la mise à jour de l'étude de danger du site, ni celle des calculs des besoins en eau d'extinction et des besoins de rétention de ces eaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant réalise la mise à jour de ces éléments et les transmet à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 16 : Réexamen IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. [...]
<b>Constats :</b> Les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des forges et fonderies ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne le 06 décembre 2024. Le délai de remise du dossier de réexamen est donc au 06 décembre 2025. Lors de la visite du 17 novembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il allait se rapprocher d'un bureau d'études afin de l'accompagner dans l'élaboration de son dossier de réexamen, le travail d'élaboration de ce dossier n'ayant pas été amorcé.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant remet à l'inspection des installations classées son dossier de réexamen.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Réexamen IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.515-30
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport de base
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. [...]
<b>Constats :</b> Comme indiqué au point de contrôle précédent, les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) des forges et fonderies ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne le 06 décembre 2024. Le délai de remise du dossier de réexamen est donc au 6 décembre 2025. Il s'agit du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013 Lors de la visite du 17 novembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il allait se rapprocher d'un bureau d'études afin de l'accompagner dans l'élaboration de son rapport de base, le travail d'élaboration de ce dossier n'ayant pas été amorcé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant remet à l'inspection des installations classées son rapport de base.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois